

## Les fausses solutions

Malgré les efforts d'un nombre croissant de personnes, et notamment de celles qui tentent de volontairement diminuer leur consommation, globalement nous rejetons dans la nature toujours plus de déchets. Et pour certains produits, davantage que ce que la planète peut réincorporer dans ses cycles naturels. C'est le cas avec certains gaz qui détruisent la couche d'ozone, avec de nombreuses substances qui polluent l'eau, mais ce qui inquiète le plus aujourd'hui est sans doute l'accumulation des gaz à effet de serre.

Devant l'évidence, la communauté internationale, à quelques rares exceptions, a finalement décidé d'agir. Cela a donné le protocole de Kyoto : l'engagement de la majorité des pays industrialisés à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2% par rapport à ce qu'elles étaient en 1990.

### Protocole de Kyoto : largement insuffisant

Soyons clairs : même si le protocole était appliqué, ce qui n'est pas le cas puisque le plus grand responsable des gaz à effet de serre refuse d'y adhérer et que le Canada renie son engagement, les efforts consentis seraient nettement insuffisants pour empêcher le réchauffement de la planète. Le CO<sub>2</sub> et les autres gaz déjà rejetés dans l'atmosphère y sont pour longtemps et continueront à exercer leurs effets délétères; et beaucoup de pays en émergence, dont les géants de l'Asie, poursuivent tambour battant une croissance phénoménale (la Chine et l'Inde à un rythme autour de 10% par année!) sans se préoccuper des conséquences pour l'environnement. Peut-on d'ailleurs leur reprocher de vouloir nourrir leur population ou même d'aspirer à ce style de consommation que nous étalons partout dans le monde par nos médias, notre tourisme et nos industries en quête d'investissements rentables et de nouveaux marchés?

Bon, soyons tout de même bons joueurs et admettons que Kyoto, c'est un premier pas et que c'est mieux que rien. Sauf que... il faut peut-être s'interroger sur les moyens qu'on prend pour atteindre les objectifs de Kyoto et, en général, pour diminuer notre impact sur la planète.

Nos divers gouvernements et la classe d'affaires qui les soutient et leur dicte leurs orientations néolibérales ont une foi aveugle dans la croissance économique : il faut augmenter le PIB, il faut produire davantage, il faut créer des emplois pour que la population continue à augmenter sa consommation. Et donc, devant les problèmes environnementaux dont on ne peut plus nier l'existence, les gouvernements cherchent des moyens d'agir qui n'affecteraient en rien la sacro-sainte croissance économique; on veut faire du « développement durable ». Il y a même des petits futés qui ont compris que les problèmes actuels pouvaient présenter d'excellentes « occasions d'affaires ».

Tout cela nous mène à ce que je qualifie de fausses solutions. Passons-les en revue.

### Mauvaises pistes

- 1) *Le recyclage* : il permet de sauver des matières premières, mais requiert de l'énergie et souvent l'addition de produits chimiques. La fabrication de papier recyclé, par exemple, fait beaucoup appel à la chimie et il en résulte des boues toxiques.
- 2) *Les innovations technologiques* : des moteurs d'auto plus performants nécessitant moins de carburant, des avions plus légers, des appareils électriques qui demandent moins d'électricité... C'est bien, cela ménage les ressources et permet de retarder le moment où elles manqueront et il en résulte moins de pollution; mais rien n'est réglé, les problèmes sont tout simplement remis à plus tard. Ou bien il s'agit tout simplement d'un déplacement de problème; l'auto électrique, par exemple. Cela fonctionne bien tant qu'il n'y en a que quelques centaines en circulation : mais si tous devaient constamment recharger leur auto, où prendrait-on l'électricité? Il y a aussi le fait que beaucoup de ces innovations ont des effets imprévus à long terme. Que nous réservent pour demain les OGM? Qu'est-il résulté de l'énergie nucléaire, qui devait régler tant de problèmes? Enfin, on parle de plus en plus de l'effet rebond : une amélioration qui augmente l'efficacité amène une baisse des coûts et rend donc l'usage plus accessible. Quand il y a eu le premier choc pétrolier en 1970, les fabricants d'auto ont mis sur le marché des autos moins consommatrices; conséquence, les gens se sont davantage déplacés pour le même prix et donc la consommation globale d'essence n'a pas diminué. De même, si la technologie permet d'augmenter l'efficacité, il en résultera des économies à long terme; mais les consommateurs dépenseront-ils moins d'argent ou plutôt ne s'achèteront-ils pas d'autres choses encore, consommant ainsi d'autres ressources et produisant d'autres déchets?
- 3) *Les biocarburants* : le coût du pétrole à la hausse et la perspective d'une diminution des approvisionnements amènent à chercher des alternatives pour alimenter nos véhicules moteurs. Tout plutôt que d'envisager une civilisation sans autos! Alors on commence à se tourner vers l'éthanol, qu'on fabriquera à partir du maïs et de la canne à sucre surtout, des cultures qui épuisent les sols et se pratiquent surtout dans les pays chauds.

Conséquences? Monocultures, diminution des cultures vivrières locales; au Mexique, le prix des tortillas a augmenté de 40 à 100% selon les régions, avec les effets qu'on peut soupçonner pour les plus pauvres. Le bio-diésel? Tant qu'on utilise l'huile à frire usagée, ça va; mais quand il faudra des quantités massives d'huile, une fois de plus on se tournera vers le tiers-monde pour s'y procurer de l'huile de palme, de coco ou d'autres productions tropicales. Et on aggravera les problèmes alimentaires qu'on y connaît déjà.

- 4) *Le principe du pollueur payeur* : les coûts actuels de l'essence, de l'automobile, de l'avion et de nombre d'autres biens ne reflètent pas exactement la réalité : les coûts sociaux (infrastructures, effets de la pollution, maladies, etc.) n'y sont pas inclus. Si l'on intégrait ce qu'on nomme les externalités, il faudrait payer plus cher et cela diminuerait la consommation. C'est vrai. Mais entre vous et moi, même si l'essence coûtait 3,00\$ le litre, croyez-vous que cela empêcherait les riches de se promener en auto? Au contraire même : comme il y aurait moins d'autos sur la route, ils pourraient y circuler plus facilement. Je refuse ces solutions que je juge discriminatoires et qui ne touchent que les citoyens moins bien pourvus. Si l'on juge qu'il faut diminuer l'usage de l'automobile, prenons des mesures telles que les gens seront incités à en cesser l'usage : des villes conçues différemment, des bons transports en commun, etc. On nous dit que les nouvelles taxes que le principe pollueur-payeur rapporteraient pourraient être investies dans des projets environnementaux; voilà encore une taxe régressive, dont le plus grand poids est porté par les gens de la classe moyenne; si nous avons besoin d'argent pour des projets environnementaux, allons le chercher là où il est, chez les plus riches qui exercent par leur consommation ostentatoire une plus grande pression sur l'environnement; les impôts progressifs, les taxes sur le capital, la fin des abris fiscaux et d'autres mesures de ce genre pourraient remplir les coffres de l'État.
- 5) *Les crédits de carbone* : quelle belle mesure pour continuer à polluer! Vous poursuivez vos activités nocives et les rachetez en faisant de bonnes actions ailleurs, comme planter des arbres dans le tiers-monde. On ne sait trop si ces arbres seront vraiment plantés, s'ils survivront, dans combien d'années ils serviront effectivement de puits de carbone; des chercheurs viennent même de découvrir que pendant leur croissance, les arbres produisent beaucoup de méthane, un gaz à effet de serre beaucoup plus puissant que le carbone. Mais pour ne rien toucher à nos modes de vie, on prend le risque!

### **Baisser la consommation**

Bien sûr, on ne peut être contre la plantation d'arbres, le recyclage, ou même les améliorations technologiques qui permettent de moins polluer ou de ménager les ressources. Mais à la condition que ces diverses actions s'ajoutent à l'action la plus évidente et la plus efficace : une baisse de la consommation dans les pays industrialisés. Nous sommes nombreux à l'avoir compris; mais nos gouvernements ne vont pas dans ce sens, tout au contraire. À nous de les forcer à rectifier leur tir. Joignons-nous à celles et à ceux qui appellent à changer les orientations néolibérales de nos sociétés et à nous mettre sur le mode décroissance.

Serge Mongeau